



**MÉTÉO FRANCE**

**Direction des Systèmes d'Observation (DSO)**

**42, avenue Gaspard Coriolis**

**31057 TOULOUSE CEDEX**

**Radar météorologique de CHERVES (86)**

**Projet de rénovation des courants forts,  
des courants faibles et d'une partie du bâti**

**DCE – SEPTEMBRE 2025**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières**

**LOT n° 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES**

# Sommaire

0	PRESCRIPTIONS COMMUNES.....	2
0.1	Objet de l'opération .....	2
0.2	Désignation des intervenants.....	2
0.3	Nomenclatures des lots .....	2
0.4	Observations préliminaires.....	2
0.5	Travaux en site non occupé .....	3
0.6	Connaissance des lieux.....	3
0.7	Connaissance du dossier .....	3
0.8	Caractère global et forfaitaire du prix du marché .....	3
0.9	Comparaison entre plusieurs documents du Dossier Technique.....	3
0.10	Prescriptions techniques .....	4
0.11	Le contrôle des matériaux .....	4
0.12	La qualité des matériaux .....	4
0.13	Vérification des côtes .....	4
0.14	Ouvrages douteux .....	5
0.15	Garantie.....	5
0.16	Domages aux tiers .....	5
0.17	Réception et qualité des supports.....	5
0.18	Interlocuteur privilégié .....	5
0.19	Coordonnateur SPS .....	5
0.20	Contenu des prix.....	5
0.21	Protection des ouvrages.....	6
0.22	Protection des équipements existants.....	6
0.23	Nettoyage.....	6
0.23.1	Nettoyage en cours de chantier.....	6
0.23.2	Nettoyage en fin de chantier et remise en état des lieux .....	6
0.24	D.O.E.....	6
0.25	Limites de prestations .....	7
0.26	Compte prorata .....	7

## 0 PRESCRIPTIONS COMMUNES

### 0.1 Objet de l'opération

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), établi pour chaque corps de métier a pour objet de définir les travaux nécessaires à la **Rénovation des courants forts, des courants faibles et d'une partie du bâti du radar météorologique situé à CHERVES (86) pour le compte de Météo France.**

### 0.2 Désignation des intervenants

#### Maîtrise d'Ouvrage :

MÉTÉO France  
Direction des Systèmes d'Observation (DSO)  
42, avenue Gaspard Coriolis  
31057 TOULOUSE CEDEX

#### Maîtrise d'Œuvre :

REC ARCHITECTURE  
120 rue du Porteau  
86000 POITIERS  
Tél : 05 49 60 98 00  
[secretariat@recarchitecture.com](mailto:secretariat@recarchitecture.com)

#### BET FLUIDE (ELECTRICITÉ – VENTILATION – CLIMATISATION) :

ITES INGENIERIE  
Hôtel d'entreprises – ZA Beausoleil  
86190 VOUILLE  
Tél : 05 49 42 15 67  
[contact@bet-ites.fr](mailto:contact@bet-ites.fr)

#### Bureau de contrôle :

BTP CONSULTANTS  
1, place de Charles de Gaulle  
78180 MONTIGNY-LE BRETONNEUX

#### SPS :

SOCOTEC CONSTRUCTION  
5, place des Frères Montgolfier  
78280 GUYANCOURT  
[construction.poitiers@socotec.com](mailto:construction.poitiers@socotec.com)

### 0.3 Nomenclatures des lots

Lot n°00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES  
Lot n°01 – FLUIDES (Electricité – Ventilation - Climatisation)  
Lot n°02 – ETANCHÉITÉ  
Lot n°03 – PETITS TRAVAUX DIVERS

### 0.4 Observations préliminaires

Le présent C.C.T.P. établi pour chaque corps d'état a pour but de définir les prestations nécessaires à mode de bâtir. Il n'est pas limitatif. L'Entrepreneur doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages de son corps d'état (sauf dérogation explicite dans le C.C.T.P.). En conséquence, l'Entrepreneur ne pourra jamais arguer que les erreurs ou omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le C.C.T.P. et les plans ne limitent pas les ouvrages à prévoir mais fixent le résultat à atteindre. L'Entrepreneur reste responsable des moyens pour atteindre ce résultat.

L'Entrepreneur doit prendre connaissance des C.C.T.P. des autres corps d'état. Il ne peut se prévaloir d'aucune omission dans le C.C.T.P. le concernant si la prestation omise est rappelée dans le C.C.T.P. d'un autre lot. L'Entrepreneur est tenu d'avertir le Maître d'Œuvre au cas où la concordance n'est pas parfaite entre le C.C.T.P. et les plans.

### **0.5 Travaux en site non occupé**

Les travaux réalisés dans le bâtiment existant s'effectueront dans un site non occupé, en horaires de journées. Le site sera totalement libre d'accès après la dépose des équipements radar (semaine du 6 janvier 2026).

Avant cette date, les interventions seront limitées (accompagnateur de Météo France obligatoirement présent)

### **0.6 Connaissance des lieux**

L'Entrepreneur doit se déplacer sur les lieux pour se rendre compte des travaux à réaliser, en vue d'examiner l'emplacement du terrain et des bâtiments, les contraintes relatives aux installations existantes et voisines, à la typologie du site ainsi que les modalités d'accès et d'approvisionnements. Par le simple fait de la remise de son offre, il reconnaît avoir jugé et estimé les difficultés d'exécution et en avoir tenu compte dans ses prix.

Une visite de site obligatoire est demandée pour le lot électricité en phase consultation. Les dates et horaires possibles de visite sont précisées dans le Règlement de Consultation.

Les visites sur site se font uniquement sur rendez-vous en contactant :

METEO FRANCE, Direction des Systèmes d'Observation,  
Département de l'Observation Territoriale  
Zone de Poitiers  
[maintenance.poitiers@meteo.fr](mailto:maintenance.poitiers@meteo.fr) ou [annie.vignal@meteo.fr](mailto:annie.vignal@meteo.fr)  
+33 5 16 60 65 10 ou 05 49 37 65 03

### **0.7 Connaissance du dossier**

Par le seul fait de remettre son acte d'engagement, l'Entreprise reconnaît qu'elle a une parfaite connaissance du projet (Prescriptions communes valables pour tous les corps d'état, des C.C.T.P. des autres corps d'état, de l'ensemble des pièces écrites et graphiques constituant le dossier). L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales, particulièrement des conditions relatives aux moyens de communication et de transport, au stockage des matériaux, aux disponibilités en main d'œuvre, en eau, en énergie électrique, aux circonstances atmosphériques et climatiques, aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux et à tous autres éléments pour lesquels les informations peuvent être raisonnablement obtenues, et qui peuvent, en quelque manière, influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

### **0.8 Caractère global et forfaitaire du prix du marché**

Il est rappelé que le Marché est passé à prix global et forfaitaire.

L'Entrepreneur sera donc réputé posséder une parfaite connaissance des lieux. Il ne pourra notamment prétendre à aucun supplément, ni indemnité du fait que les prévisions qu'il aurait faites de par la nature du terrain et sur lesquelles il aura établi le montant forfaitaire de sa proposition ne se trouveraient pas réalisées. Il est précisé à ce sujet que l'Entrepreneur pourra procéder, s'il le juge nécessaire, à tout sondage et examen complémentaire. Il est également entendu que l'Entrepreneur doit réaliser à cette fin, toutes opérations qui pourraient lui être demandées par l'Architecte et le Bureau de Contrôle

### **0.9 Comparaison entre plusieurs documents du Dossier Technique**

Pour être valable, une indication portée sur un document n'a pas nécessairement à être reprise sur les autres documents définissant les ouvrages. En conséquence, le fait qu'une indication figure sur un de ces documents et pas sur un autre, ne doit pas être interprété comme une discordance entre ces deux

documents. En conséquence, l'Entrepreneur d'un lot technique doit consulter systématiquement les plans d'Architecte du dossier de consultation qui seuls définissent les dispositions dites architecturales : dimensions des locaux, sens d'ouverture des portes, implantation des divers ouvrages, non prévus aux lots techniques. Les plans et CCTP décrivant les prestations se complètent mutuellement, ils sont à considérer chacun dans leur intégralité. En cas de divergence éventuelle entre les documents, ils ne se substituent pas l'un à l'autre mais s'additionnent et la maîtrise d'œuvre aura toute latitude pour effectuer un choix si nécessaire

### **0.10 Prescriptions techniques**

Tous les travaux seront réalisés et exécutés conformément aux Règles de l'Art, aux EUROCODES, aux dispositions édictées par l'ensemble des Normes Européennes (EN) et Françaises (NF) publiées par l'AFNOR, aux différents documents contractuels, aux Règles de la Construction, aux cahiers du C.S.T.B. et aux cahiers des prescriptions techniques et fonctionnelles unifiées (D.T.U.), Lois, Décrets, Arrêtés et leurs circulaires d'application dont les textes seront en vigueur à la date d'établissement des prix. Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que l'Entrepreneur doit, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserves, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit. Dans les documents constituant le marché sont inclus le rapport du bureau de contrôle et l'étude de sol.

### **0.11 Le contrôle des matériaux**

Les Entrepreneurs doivent, dans le cadre de leur responsabilité, assurer leur propre autocontrôle. Chaque entreprise est tenue de vérifier l'adéquation de la réalisation de ses ouvrages.

Lorsque l'un de ses ouvrages relève de l'interface avec une autre entreprise, elle est tenue de procéder à une réception contradictoire avec l'entreprise qui prend la suite de l'exécution.

En début de chantier, l'entreprise donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entreprise s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché
- au niveau du stockage, l'entreprise s'assurera que ses fournitures seront convenablement protégées,
- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entreprise vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations, au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. et Règles de l'Art,
- au niveau des essais, l'entreprise réalisera les vérifications ou essais imposés par les D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

### **0.12 La qualité des matériaux**

L'entreprise est tenue de produire toutes les justifications de provenance et de qualité des matériaux et de fournir tous les échantillons qui lui seront demandés.

### **0.13 Vérification des côtes**

L'entrepreneur devra soigneusement vérifier toutes les côtes portées aux plans et devra s'assurer de leur concordance par rapport aux différentes pièces graphiques constitutives du présent Dossier de Consultation.

Pour l'exécution des travaux, aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur les plans, l'entreprise devra s'assurer sur place avant mise en œuvre de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses. Dans le cas de doute, elle en référera aux Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur ne pourra modifier lui-même quoi que ce soit au projet, sans en informer l'équipe de Maîtrise d'Œuvre. En conséquence, il devra signaler tous les changements qu'il croit utile d'y apporter et demandera tous les renseignements complémentaires sur ce qui leur semble douteux ou incomplet. S'il le souhaite l'entrepreneur pourra compléter à ses propres frais les cotes de niveau et la topographie des réseaux existants remis dans le dossier d'appel d'offre.

#### **0.14 Ouvrages douteux**

Des essais pourront être demandés dans le cas où la tenue, le non fonctionnement de certains ouvrages seraient douteux ou non conformes aux documents contractuels.

Le processus de ces essais sera défini par le Maître d'Œuvre après accord du Maître d'Ouvrage, la présence d'un bureau de contrôle pourra être demandée.

Ils seront pris en charge :

- par l'entrepreneur si les résultats lui sont défavorables ou s'il s'avère que ces essais étaient justifiés du fait du non-respect de certaines dispositions contractuelles,
- par le Maître d'Ouvrage dans le cas contraire.

La réalisation des essais, contrôles et épreuves est effectuée en présence du Maître d'Œuvre, par l'Entrepreneur s'il dispose des moyens suffisants et par un organisme spécialisé dans le cas contraire.

#### **0.15 Garantie**

Les entreprises assureront une garantie totale pendant une année à compter de la date de réception. Au cours de cette période, l'entrepreneur devra assurer le remplacement ou la réparation à ses frais de tous les éléments défectueux et prendra à sa charge tous les frais de reprise entraînés par la défaillance des ouvrages. La période garantie sera étendue à la durée de garantie des constructeurs pour les matériels dont la couverture est supérieure à un an.

Les garanties biennales et décennales seront également assurées par les entreprises.

Les garanties ne s'appliqueront pas aux conséquences d'une mauvaise utilisation ou d'un manque d'entretien.

#### **0.16 Dommages aux tiers**

Il est bien précisé que l'Entrepreneur est entièrement responsable de tout dommage corporel et matériel occasionné à des tiers par les travaux de son lot, ainsi que tous dommages aux réseaux divers (apparents ou cachés) qui seraient en service.

L'Entrepreneur prendra à sa charge, et sous sa seule responsabilité, toutes dispositions nécessaires de sécurité et de protection nécessaires au fait de l'exécution des travaux de son lot. Elles poseront tous les panneaux de signalisation nécessaires et prendront toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils pourraient causer dans le cadre de leurs activités aux abords du chantier.

#### **0.17 Réception et qualité des supports**

Lorsqu'un ouvrage exécuté par un entrepreneur constitue le support de la prestation d'un autre, celui-ci doit réceptionner le support. S'il estime le support non conforme, il doit le signaler par écrit au Maître d'Œuvre. A défaut d'observation écrite signifiée en temps utile, l'entrepreneur sera réputé avoir implicitement accepté le support et restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences que ces erreurs pourraient entraîner.

#### **0.18 Interlocuteur privilégié**

Chaque entreprise ou chaque groupement d'entreprise nommera un interlocuteur privilégié dont le rôle sera le dialogue technique, financier, et de planification avec la Maîtrise d'Œuvre. Celui-ci sera le seul habilité à signer le courrier courant de son entreprise.

#### **0.19 Coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS choisi par le Maître d'Ouvrage établit un P.G.C. (Plan Général de Coordination), qui sera joint au dossier de consultation des entreprises. Celles-ci devront obligatoirement tenir compte dans leur offre de toutes les remarques, demandes et principes d'organisation de la sécurité du chantier, mais également des prestations nécessaires aux interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O.).

#### **0.20 Contenu des prix**

Les prix remis par l'Entrepreneur sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des travaux et, notamment les coûts des prestations ou ouvrages suivants :

- les installations de chantier décrites au C.C.A.P., au P.G.C.S.P.S. et au présent C.C.T.P.,
- les dessins et détails d'exécution et d'atelier ainsi que le calepinage de tous les composants,
- les moyens de manutention et de levage nécessaires à la mise en œuvre des matériaux,
- la fourniture la mise en œuvre et la maintenance lors des travaux en hauteur des systèmes de protection individuelle et collective,
- le remplacement ou la remise en état des pièces détériorées,
- la protection provisoire efficace contre les salissures des ouvrages du présent lot et des ouvrages des autres corps d'état risquant d'être détériorés par l'intervention de l'Entreprise,
- l'enlèvement des gravats, déchets, emballages vides,
- le nettoyage général des chantiers liés à l'exécution des travaux du présent lot,
- la participation aux réunions de chantier autant que de besoin,
- DOE, DIUO,...

### **0.21 Protection des ouvrages**

Chaque entrepreneur est responsable de la bonne conservation de ses ouvrages et équipements. Il doit donc en assurer la protection. La Maîtrise d'Œuvre se réserve le droit d'exiger toutes les protections qu'elle jugera nécessaires en cours de chantier (et plus particulièrement tout platelages bois / contreplaqués / films plastiques, etc...) et cela sans supplément de prix de l'entreprise dont les ouvrages sont concernés.

A la demande du Maître d'œuvre, les matériaux de protection (films plastiques, plaques de contreplaqué, cartonnages, etc...) seront enlevés par l'entrepreneur et évacués à ses propres frais.

L'entrepreneur aura à sa charge tous les remplacements qui s'avéreront nécessaires jusqu'à la réception.

### **0.22 Protection des équipements existants**

Une attention particulière sera apportée sur la protection des équipements existants et conservés, et plus particulièrement les méplats en cuivre pour CEM (Compatibilité ElectroMagnétique).

### **0.23 Nettoyage**

#### **0.23.1 Nettoyage en cours de chantier**

La propreté du chantier doit être maintenue de façon constante. Après chaque intervention, l'entreprise ayant terminé une tâche, doit un nettoyage fin dans les locaux où elle est intervenue, assuré avec le plus grand soin, y compris enlèvement aux décharges publiques, et dont elle a l'entière responsabilité. L'Entrepreneur qui lui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

Il doit également la réparation et la remise en état des installations qu'il a salies et/ou détériorées.

#### **0.23.2 Nettoyage en fin de chantier et remise en état des lieux**

Une attention particulière sera apportée sur le nettoyage en fin de chantier et la remise en état des lieux avant réception.

Chaque entrepreneur procédera à l'enlèvement du chantier et de toute la propriété du Maître d'Ouvrage, tous les matériels, installations du chantier, matériaux, décombres...

Le chantier et ses abords doivent être rendus en parfait état de propreté et de nivellement lors de l'achèvement des travaux et de leur réception.

### **0.24 D.O.E.**

Les entreprises remettront au Maître d'Œuvre, pendant la période de préparation, les bases des plans des dossiers de recollement. Ce dossier, complété et mis à jour pendant la durée des travaux, sera remis au moins 15 jours avant la date de réception des travaux pour vérification et validation. Ils seront ensuite remis au Maître d'Ouvrage lors de la réception des travaux. Il comprendra l'ensemble des pièces nécessaires à l'intelligence du projet et notamment :

- documents d'exécution : dossier de calculs complémentaires, plans généraux, plans de détails, plans de fabrication, notices techniques et descriptives, programme de mise en œuvre et de

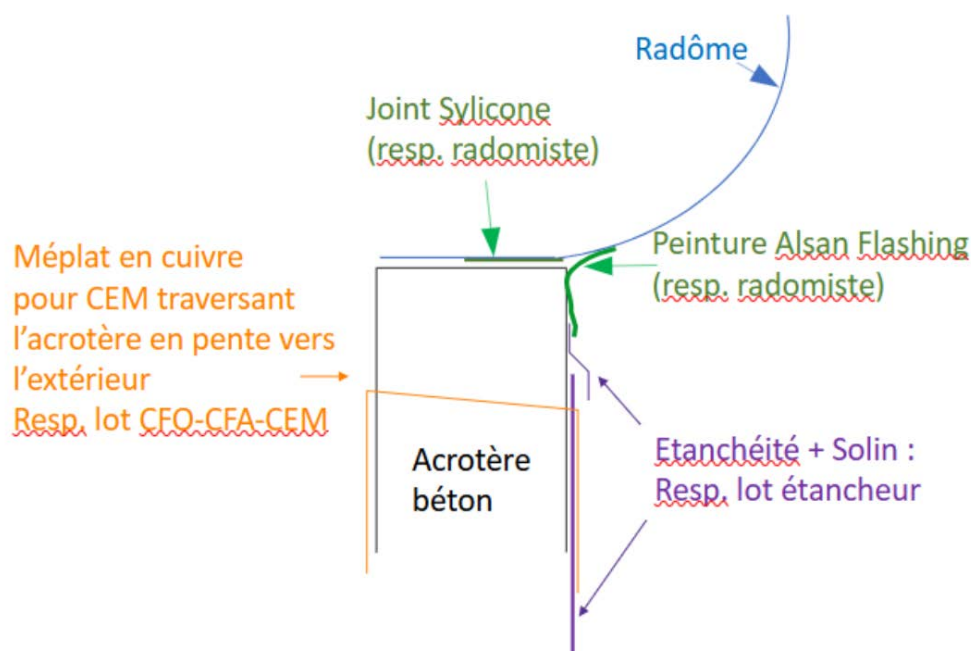
- montage, plans conformes à la réalisation,
- plan d'assurance qualité matériaux : spécifications techniques d'achat des matériaux et produits de soudage, récapitulatif des matériaux utilisés, spécifications d'achat des produits ou composants de construction divers,
- modes opératoires : pour chaque nature de travaux, la description des modes opératoires et protocoles (montage, assemblage, etc...), la liste des agréments de toute nature et les certificats d'agréments correspondants, les certificats de qualification de ces modes opératoires,
- contrôles et essais : l'organigramme du contrôle, la liste des examens et contrôles effectués, s'il y a lieu, les instructions d'essais de résistance pour tous les matériaux testés, s'il y a lieu, les relevés et résultats des contrôles et examens de toute nature, s'il y a lieu,
- qualification du personnel : la liste en atelier et sur chantier, la justification de la qualification,
- traitement des modifications.

Tous ces éléments devront être établis, préalablement à chaque opération, pour les études, commandes et modes opératoires et ce dès l'achèvement de la tâche pour les contrôles. La mise à jour se fera régulièrement au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ils ne seront pris en considération par le Maître d'Œuvre que s'ils sont revêtus du visa du Responsable du Contrôle. Parallèlement à ces dispositions, le Maître d'Œuvre et le Contrôleur Technique délégué du Maître d'Ouvrage pourront procéder à tout contrôle en atelier et sur chantier autant que de besoin.

Le dossier avec l'ensemble des documents des prestations réalisées seront remis en plusieurs exemplaires :

- **Maître d'Ouvrage** : 1 exemplaire au format natif DWG  
1 exemplaire au format PDF (A3 et A4 à une échelle connue)  
et facilement reproductible.  
1 exemplaire papier
- **Maître d'Œuvre** : 1 exemplaire dématérialisé.
- **Coordonnateur SPS** : 1 exemplaire dématérialisé.

## 0.25 Limites de prestations



## 0.26 Compte prorata

Sans objet.